

*Ben Begbie-Clench*

## **Reconnaissance, politique et programmes**

Les termes « autochtones », « autochtonéité » et « autochtonisation » sont largement utilisés par le Gouvernement du Zimbabwe pour se référer aux Zimbabweens, qui étaient considérés comme désavantagés avant l'indépendance en avril 1980. Les San et les Doma ne sont pas reconnus comme des peuples autochtones en tant que tels mais sont référés comme faisant partie de la catégorie des « personnes, groupes et communautés marginalisés » dans les documents du gouvernement. La notion de groupes de minorités au Zimbabwe s'est développée ces dernières années, bien que les barrières politiques et économiques continuent de limiter l'engagement efficace.

Aucun des rapports de *l'Examen Périodique Universel (Universal Periodic Review - UPR)* de la mi-parcours de l'année 2014 ne mentionne les enjeux concernant les San, les Doma, ou d'autres minorités en particulier, sauf pour dire que l'accès à la justice a été amélioré grâce à la mise à disposition d'une nouvelle Cour de justice à Tsholotsho.<sup>1</sup>

A la fin de l'année 2013, une étude a été menée par Ben Begbie-Clench, Robert Hitchcock et Ashton Murwira sur les San du district de Tsholotsho, dans le nord de la province du Matabeleland, dont le rapport a été distribué au gouvernement du Zimbabwe en 2014. Un support pour ce travail a été fourni par le Ministère du Gouvernement Local, les Travaux Publics et le Logement National et le Ministère de l'Éducation Primaire et Secondaire.<sup>2</sup> Les réponses ont été obtenues de différents ministères, qui sont dans le processus de suivi des recommandations faites. Le rapport finalisé, financé par IWGIA et OSISA (*Open Society Initiative of Southern Africa*), sera accessible au début de l'année 2015.

Alors que le concept de peuples autochtones n'est pas inclus dans la Constitution du Zimbabwe en 2013, quelques sections se rapportent à des groupes d'autochtones et de minorités. Le gouvernement a effectué des travaux limités en 2014 sur la protection et la promotion des « systèmes de connaissance autochtones, incluant la connaissance en matière médicinale et autres propriétés de la vie animale et végétale », comme cela est décrit dans la Constitution zimbabweenne révisée.<sup>3</sup>

Le gouvernement continu également à maintenir qu'il va promouvoir l'enseignement du langage « Koisian » en tant qu'elle est l'une des 16 langues officielles, comme cela est stipulé dans la Constitution. La planification pour accroître l'offre de matériel éducatif en langue maternelle a été effectuée avec le soutien de l'UNICEF ainsi que d'autres donateurs, bien qu'une orthographe n'ait pas encore été développée pour le Tshwao. Les efforts pour mettre en marche l'enseignement et l'enregistrement de la langue en voie d'extinction qu'est le Tshwao ont été uniquement faits par les ONG et les communautés d'associations locales, supportées par les linguistes de l'Université du Zimbabwe.<sup>4</sup>

## **Moyens d'existence et sécurité alimentaire**

L'extrême pauvreté des San persiste durant l'année 2014<sup>5</sup> et est exacerbée par une inondation sévère en janvier et février, dans le district de Tsholotsho, où résident la majorité des Tshwa San. L'inondation, survenue après une grosse pluie, a provoqué le débordement du Gariya Dam, et les rivières Gwayi et Zumbani ont vu leurs berges s'effondrer, détruisant par suite les maisons et les récoltes, et déplaçant plus de 400 familles dans la zone. La réponse tardive et limitée du gouvernement du Zimbabwe a été vivement critiquée, et les rapports des médias indiquaient que quelques familles vivaient encore dans des tentes en octobre. Toujours en octobre, l'ONG internationale *Médecins Sans Frontières (MSF)* a annoncé le transfert de son programme sur 14 ans portant sur le VIH/SIDA dans le District de Tsholotsho vers le Ministère de la Santé. MSF a fourni toute une gamme de soutiens critiques et de programmes spécifiques pour les Tshwa au cours des années précédentes.

En juillet, des rapports de média non confirmés soulignent apparemment une grave insécurité alimentaire au sein du milieu San, dans le District de Tsholotsho. Les Tshwan marquent une forte dépendance à l'aide alimentaire, fournie principalement par les ONG, avec des apports supplémentaires non négligeables venant de la petite agriculture, des plantes sauvages et des insectes. Cependant, la fourniture en outils et conseils pour l'agriculture locale est restée limitée aux San de Tsholotsho et ceci, couplé avec le manque de fiabilité des livraisons de l'aide alimentaire et l'accès limité aux ressources naturelles, a contribué à faire baisser le niveau de sécurité alimentaire.

Les projets du gouvernement et des ONG du District de Tsholotsho, dont *CAMPFIRE (Communal Areas Management Programme for Indigenous Resources)*, ont eu quelques effets, quoique relativement mineurs, sur les niveaux de revenu, dans quelques communautés éloignées.<sup>6</sup>

## **Rétablissement et questions judiciaires**

Un nombre incertain de ménages San, Ndebele et Kalanga ont été déplacés de la limite sud du Parc National Hwange, en septembre 2013, en réponse aux problèmes des décès d'éléphants et autres animaux causés par le cyanure, dans le sud de Hwange et les zones au sud du parc (voir *Monde Autochtone 2014*)

En novembre 2014, quelques 22 personnes ont été arrêtées, jugés et emprisonnés pour implication dans l'empoisonnement au cyanure de 2013, dont au moins deux étaient San.<sup>7</sup> Un San Tshwa a reçu une amende de 200.000 \$ et une peine de 16 années de prison avec travaux, comparativement à des peines de prison plus légères, des amendes et des acquittements pour les membres des autres groupes. Il y a des indices prouvant le haut degré d'implication de la part des représentants du gouvernement dans un réseau de braconnage présumé qui était impliqué dans l'abattage d'éléphants, de rhinocéros, ainsi que d'autres animaux à haute valeur, au Zimbabwe, en 2014.<sup>8</sup> Le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et du Climat a fait une déclaration à l'Assemblée Nationale du 27 août 2014, affirmant que des opérations anti-braconnages avaient été renforcées dans et autour du Parc National Hwange.<sup>9</sup>

## **Impact limité des programmes et politiques du gouvernement**

Le gouvernement du Zimbabwe adopte ce qu'il appelle « autochtonisation », qui signifie, en effet, localisation, autonomisation et expansion des opportunités économiques pour tous les groupes zimbabwéens considérés comme désavantagés avant l'indépendance, en accord avec la Loi sur l'autonomisation économique et l'autochtonisation (*Indigenisation and Economic Empowerment Act-IEEA*). La politique du gouvernement sur l'autochtonisation vise en partie à développer l'emploi et les opportunités génératrices de revenu, pour la jeunesse et les groupes marginalisés. Cependant, cette politique a eu un impact négligeable, que ce soit dans le District de Tsholotsho ou dans la Vallée de Zambezi, où les Doma résident,<sup>10</sup> deux groupes ayant un haut niveau de chômage et un faible niveau de revenu. Le processus de la *Réforme Agraire Accélérée (Fast Track Land Reform)* au Zimbabwe, qui a été vanté par le gouvernement comme améliorant l'accès à la terre des groupes marginalisés, a eu quelques impacts directs sur les Tshwa et les Doma en 2014.

## **Les problèmes de la langue, de la culture et de l'identité autochtone**

Le Tshwao fait partie du groupe de langages du Kalahari Khoe oriental, et est relativement peu parlé. En août, l'activiste pour la langue Tshwao Banini Moyo est décédé, cela réduisant encore le petit nombre de Zimbabwéens San parlant la langue Tshwao couramment. Quelques travaux ont été faits par *l'Association pour les Arts Créatifs et le développement éducatif (Creative Arts and Educational Development Association-CAEDA)*, en vue de promouvoir la langue Tshwao, y compris par la *Journée Internationale de la Langue Maternelle*, à Dlamini, Tsholotsho, le 21 février 12 à laquelle les Tshwa San ont participé.

## **Réunions sur les questions autochtones**

Une réunion de planification régionale San a été tenue à Bulawayo, du 25 au 27 juin 2014, incluant des représentants issus de communautés Tshwa, et organisé par *Southern African Development Community-SADC*, ainsi que différentes ONG. Des discussions sur les questions autochtones ont eu lieu à Bulawayo, en juin 2014, avec le *Groupe de travail de Minorités Autochtones en Afrique Australe (Working group of Indigenous Minorities in Southern Africa-WIMSA)/Southern African Development Community Council of Non-Gouvernemental Organisations-SADC-CNGO (Conseil des ONG sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe)*.

Il y eu quelques questions soulevées à propos des San ainsi que d'autres questions relatives aux droits des autochtones au cours d'un évènement parallèle organisé à Harare le 28 juillet 2014 par le *Southern Africa Development Community-SADC*, en présence de l' *Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA)*, et d'autres ONG, dont *Tsoro-o-tso San Development Trust*.

Des visites ont été payées au Zimbabwe occidental par OSISA en septembre-octobre 2014, dans lesquelles des discussions concernant l'assistance au Tsoro-o-tso San Development Trust ainsi qu'aux activités de développement et de renforcement des capacités des san..

En juillet 2014, un représentant de la communauté Tshwa, Christopher Dube, a participé au lancement de la « Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples

Autochtones : Un Manuel pour les Institutions sur les Droits Humains » à Cape Town, en Afrique du Sud. Cette réunion et son suivi ont eu un impact sur les San Tshotlotsho en ce que ses liens avec les activités sur le droit humain au niveau international furent renforcées. Aucun représentant San ou membre du gouvernement du Zimbabwe ne pris part à la réunion du Forum Permanent Sur les Questions Autochtones (*United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues – UNPFII*) le 13 mai 2014 à New York.

## **Pertinence de la Conférence Mondiale sur les Peuples Autochtones de 2014**

Il y eut un certain nombre de questions discutées à la *CMIPA (World Conference on Indigenous Peoples – WCIP)* à New York en septembre, qui concernaient le Zimbabwe, dont les droits civils et politiques, le droit au consentement libre, préalable et informé (*Free, Prior and Informed Consent – FPIC*), le droit à la terre, le droit au développement, le droit à la santé, les droits culturels incluant le droit d'apprendre et de parler les langues maternelles, et le droit à l'éducation. Ni le Zimbabwe, ni aucun représentant autochtone zimbawéen ne prit part à la *Conférence Mondiale sur les Peuples Autochtones*, bien que il y eu des discussions sponsorisées par des ONG sur le plan local au Zimbabwe occidental sur certaines questions relevées lors de la conférence, dont les questions relatives au développement, à la terre et à l'accès aux ressources, et la propriété des droits intellectuels.

### **Notes et références**

- 1 <http://www.hrforumzim.org/news/zim-civil-society-organisations-mid-term-report-of-the-universal-periodic-review-process/>
- 2 Hitchcock, Robert K., Ben Begbie-Clench, and Ashton Murwira, 2014a: The San of Zimbabwe: An Assessment Report. Report to the Government of Zimbabwe (GOZ), the Open Society Initiative of Southern Africa (OSISA), and the International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA).
- 3 This effort has been called "half-hearted"; see Maseko, Busani and Noziziwe Dlamini, 2014: Mother Tongue Language Instruction for Lower Primary School Level in Zimbabwe: A Half-hearted Commitment to the Development of her Indigenous Languages, *Journal of Education and Practice* 5(6) :59-65
- 4 Tshwao language cultural and language days were held several times in 2014 by the Tsoto-o-tso San Development Trust and the Creative Arts and Educational Development Association in Tshotlotsho and Bulalima-Mangwe districts.
- 5 See Zhou, Mangarai, 2014: The Persistence of Extreme Poverty among Ethnic Minorities in Zimbabwe: A Case of the San Community in Tshotlotsho District, Matabeleland North. BA Dissertation, Development Studies, Midlands State University, Zimbabwe and Hitchcock, Robert K., Ben Begbie-Clench, and Ashton Murwira, 2014: Indigenous Space, "Indigenisation", and Social Boundaries among the Tshwa San of Western Zimbabwe. Paper presented at the Association of Social Anthropologists of the United Kingdom and Commonwealth (ASA) Conference No. 14, University of Edinburgh, Edinburgh, United Kingdom, 19 - 22 June 2014.
- 6 There were reports by community leaders that CAMPFIRE programmes did not distribute benefits widely to communities in western Tshotlotsho in 2014.
- 7 Mabuko, N., V. Mupfosi, T. Tarakini, E. Gandiwa, S. Vengesayi, and E. Makuwe, 2014: Cyanide Poisoning and African Elephant Mortality in Hwange National Park, Zimbabwe, A Preliminary Assessment. *Pachyderm* 55:92-94; Gogo, Jeffrey, 2014: Anti-Poaching Efforts under Pressure from Corruption. *The Herald*, 10 November 2014.
- 8 Gogo, Jeffrey, 2014: Anti-Poaching Efforts under Pressure from Corruption. *The Herald*, 10 November 2014.
- 9 Statement by Minister Kasukuwere, Minister of Environment, Water, and Climate in the Parliament of Zimbabwe, 27 August 2014.
- 10 See Machinya, Johannes, 2014: The Role of the Indigenisation policy in Community Development : A Case of the Zvishavane Community Share Ownership Trust, Zvishavane District, Zimbabwe. MA thesis, University of Witwatersrand, Johannesburg, South Africa.
- 11 Ndlovu, Davy, 2014: In Their Own Words: A Contemporary History of the Lost and Forgotten San People in Zimbabwe. Revised edition. Dlamini, Zimbabwe: Creative Arts and Educational Development Association.

***Ben Begbie-Clench est un consultant qui travaille sur les questions san et ancien directeur du Groupe de travail sur les minorités autochtones en Afrique australe (WIMSA), benbegbie@gmail.com***

*Source : IWGIA Indigenous world 2015  
traduction pour le GITPA par Lucie Bernard*